

## LE FINANCEMENT DES FLOTTES ROYALES DE CATALOGNE AU MILIEU DU XIV<sup>E</sup> SIÈCLE (1353-1356)\*

**Manuel Sanchez Martinez**

Un des aspects les moins connus – et pourtant fondamental – de l’expansion méditerranéenne de la Couronne d’Aragon est celui de son financement. Jusqu’à une date toute récente, les historiens ont préféré utiliser les textes historiographiques ou s’abîmer dans l’impressionnante masse documentaire de la Chancellerie royale des Archives de la Couronne d’Aragon plutôt que de sonder le non moins riche matériel de type financier conservé dans ces mêmes archives (section du *Real Patrimonio*) ou les séries tout aussi intéressantes d’autres dépôts<sup>1</sup>. La documentation conservée dans quelques-uns des riches fonds des archives municipales de Catalogne n’a pas non plus été examinée de près, alors même qu’elle témoigne – dans bien des cas – de l’intense pression fiscale exercée par la Couronne sur le territoire pour financer ses entreprises maritimes<sup>2</sup>. Ces lacunes expliquent que nous ne sachions toujours pas avec précision qui a supporté le plus grand poids de l’expansion, ni quels moyens concrets furent utilisés par la Couronne, durant toute la période, pour financer ses expéditions dans la *Mare Nostrum*.

Il est sans doute nécessaire, avant d’aller plus loin, de rappeler très brièvement un point essentiel à l’objectif ici poursuivi. Lors des importantes Cortès de Barcelone de 1283, qui se réunirent durant la grande crise internationale suscitée par la conquête de la Sicile par Pierre le Grand, on adop-

ta un ensemble de normes fondamentales qui donnèrent par la suite sa configuration au pactisme catalan. Au moment même où les trois bras – Eglise, noblesse et syndics urbains – obtenaient la confirmation de tous leurs anciens privilèges, assurant ainsi le passé juridique de la Catalogne, on fixait – lors de cette importante assemblée – une nouvelle forme de créer du droit dans la Principauté : nulle constitution générale ne pourrait désormais être appliquée sans l’approbation ou le consentement des bras réunis en Cortès. Et, conséquence naturelle des pouvoirs reconnus par le roi à l’assemblée, les bras parvinrent également à limiter les capacités fiscales du monarque : à en juger par tout ce à quoi Pierre le Grand renonçait en 1283, on peut déduire que si les rois ne pouvaient créer de droit général sans les Cortès, ils ne pouvaient pas non plus établir d’impôts généraux sans le consentement des bras réunis en assemblée. On a de cette façon, lors des Cortès de 1283, systématisé les règles du jeu qui allaient dorénavant régir les relations entre le monarque et la représentation oligarchique du pays en matière de fiscalité générale. Etant donné cette configuration particulière du pouvoir royal en Catalogne (ainsi qu’en Aragon et à Valence), le monarque ne pouvait disposer librement que des rentes, tributs et impôts émanant de son propre patrimoine, un patrimoine par ailleurs de plus en plus restreint. Toute tentative vi-

sant à étendre la fiscalité au-delà des limites étroites du domaine royal devait alors être négociée avec les représentants du pays, soit en Cortès générales, soit en Parlements avec les syndics urbains ou bien par le biais de négociations particulières avec les ecclésiastiques ou les dirigeants des villes. Qui plus est, comme les dons obtenus grâce à ces négociations n'appartenaient pas au roi, leur perception, gestion et distribution lui échappaient totalement et incombaient à des commissions choisies par les Cortès ou par les Parlements. C'est ainsi que la nouvelle fiscalité d'Etat, établie dans toute la Couronne au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, donna naissance aux *Diputaciones generales* d'Aragon, de Valence et de Catalogne, organismes dont les compétences politiques, au-delà donc de la sphère financière, n'allaient cesser de croître à partir du XV<sup>e</sup> siècle.

Ces remarques préliminaires prouvent que, au-delà de la froideur des chiffres, l'étude du financement de l'expansion méditerranéenne peut offrir d'importantes informations sur l'articulation des différents pouvoirs dans la Couronne d'Aragon et sur le rapport de forces entre la monarchie et les groupes privilégiés à plusieurs moments. Il serait même possible, en dernière instance, d'élucider le rôle respectif joué par les royaumes d'Aragon et de Valence et par la Principauté de Catalogne dans chacune des phases de l'expansion méditerranéenne, voire, à l'intérieur de ces territoires, de déterminer la participation précise de la noblesse, de l'Eglise et des villes dans chacune des expéditions en question<sup>3</sup>. A titre d'exemple, et pour illustrer la possibilité de mener à bien une recherche sur quelques-unes de ces questions à partir des sources disponibles, je m'intéresserai à quelques aspects concernant le financement des flottes de guerre organisées par la Couronne en Catalogne entre 1353 et 1356 et ayant eu pour objectif l'île de Sardaigne.

### **1. Les campagnes de Sardaigne entre 1353 et 1356<sup>4</sup>**

La situation du bassin méditerranéen au début des années 1350 était critique : guerre ouverte entre Gênes et Venise en

Méditerranée orientale, tension croissante entre la Couronne d'Aragon et la ville ligure dans la zone occidentale. En 1351, une alliance fut signée entre la Couronne et Venise contre Gênes, selon laquelle Pierre le Cérémonieux devait préparer 18 galères<sup>5</sup>. On sait que, dans le cadre de cet accord, la flotte mixte catalano-vénitienne livra la dure bataille du Bosphore (février 1352) contre les génois, rencontre qui se solda par d'importantes pertes dans les deux camps.

Dans la seconde moitié de 1352, on commença à préparer consciencieusement la campagne de l'année suivante contre Gênes : une réunion du conseil royal catalano-aragonais décida l'armement de 40 galères, dont 18 allaient l'être dans le cadre des pactes avec Venise<sup>6</sup>. L'objectif de la nouvelle expédition était de livrer bataille à Gênes dans les eaux de Sardaigne, où la ville ligure avait consolidé ses positions avec l'aide du juge Mariano IV d'Arborea, dont les relations avec Pierre le Cérémonieux étaient de plus en plus tendues. La flotte mixte formée par Valence, Majorque et la Catalogne partit en juillet 1353, commandée par Bernat de Cabrera ; un mois plus tard, elle remportait une importante victoire sur les génois à Porto Comte. Toutefois, ni la reddition de l'Alghero, ni la défaite des génois ne mirent un terme à l'état de révolte endémique de la Sardaigne contre l'autorité de la Couronne d'Aragon : en novembre 1353 l'insoumission de Mariano IV était manifeste et l'amiral Bernat de Cabrera revint dans la Couronne porteur de nouvelles très pessimistes sur l'extrême fragilité des positions catalano-aragonaises dans l'île.

D'impressionnants préparatifs eurent lieu incontinent dans toute la Couronne en vue de la grande campagne de 1354 : menée par Pierre le Cérémonieux en personne, cette expédition fut considérée comme une seconde conquête de l'île<sup>7</sup>. L'armada partit du port de Roses à la mi-juin 1354 et, une semaine plus tard, un nouveau siège de l'Alghero commença. Les énormes difficultés de l'armée assiégeante durant l'été de cette même année sont suffisamment connues : à l'angoissante pénurie de victuailles vint s'ajouter la malaria, qui fit des ravages

parmi les troupes catalano-aragonais<sup>8</sup>. Les dramatiques demandes d'argent et de vivres faites à la Péninsule imposèrent l'organisation d'une petite flotte qui se porta au secours des assiégeants. Finalement, après cinq mois de siège, le monarque signa avec Mariano IV la paix de l'Alghero, dont les conditions ne favorisaient guère les intérêts de la Couronne<sup>9</sup>. Après une longue année passée dans l'île, Pierre le Cérémonieux prépara son retour vers la Péninsule au milieu de l'année 1355. Mais à ce moment-là, et grâce à la tutelle milanaise, Gênes avait réussi à se refaire du désastre de 1353 et était parvenue à infliger une dure défaite aux vénitiens à Porto Longo. Il était prévisible que, suite à cette victoire, la rivalité entre Gênes et la Couronne d'Aragon allait se raviver, dans des conditions d'ailleurs relativement défavorables à cette dernière puisque – privée de l'appui de Venise – elle allait devoir affronter seule la ville ligure. Par conséquent, et face à la rumeur d'une possible arrivée de navires génois sur les côtes catalanes, il fut nécessaire d'organiser une nouvelle armada capable d'assurer le retour du roi à la Péninsule et de défendre le littoral de la menace ligure<sup>10</sup>. Accompagné de cette nouvelle flotte, le souverain débarqua à Barcelone à l'automne 1355.

La paix signée à Sanluri (juillet 1355) entre Pierre le Cérémonieux, Mariano IV d'Arborea et Matteo Doria ne tarda pas à être violée par ce dernier, qui s'empressa d'occuper Casteldoria<sup>11</sup>. Le roi dut donc organiser une petite flotte pour étouffer cette nouvelle révolte en Sardaigne. Les navires partirent de Collioure en juillet 1356, et à leur arrivée sur l'île, les contingents catalano-aragonais ravagèrent le territoire du rebelle et assiégèrent Matteo Doria dans son château. Au moment même où l'armada s'apprêtait à partir pour la Sardaigne, le monarque réunissait les catalans en Cortès à Perpignan pour leur demander conseil sur les mesures à adopter concernant l'île méditerranéenne, dont la question n'avait jamais été entièrement résolue. Ces Cortès, toutefois, furent brutalement interrompues par le début de la guerre contre la Castille : commençait alors la dite « guerre des deux Pierre » qui, entre 1356 et 1365, allait opposer en un long et dur conflit les

deux grandes couronnes de la Péninsule. Durant une décennie entière, les affaires sardes passèrent ainsi au second plan et toute l'attention se concentra sur la guerre contre Pierre le Cruel de Castille.

Résumons : entre 1353 et 1356, au moins cinq expéditions maritimes furent organisées en Sardaigne, expéditions d'importance inégale : celle de Bernat de Cabrera en 1353 ; la grande armée dirigée par le roi lui-même en 1354 ; la même année, la petite flotte qui transporta de l'argent et des vivres aux assiégeants de l'Alghero ; l'armada qui escorta le roi durant son retour à Barcelone en 1355 ; et le petit contingent naval qui allait étouffer la révolte de Matteo Doria durant l'été 1356.

## 2. Le financement des expéditions en Sardaigne

Il était évident que Pierre le Cérémonieux ne pouvait faire face aux graves conflits méditerranéens des années 1350 avec les seules ressources du domaine royal, ressources de plus en plus rares du fait, notamment, de la politique d'aliénation patrimoniale qui allait s'accélérer à partir de 1342, à l'occasion de la guerre contre Majorque. La seule solution était donc – d'après les règles du pacte ratifié en 1283 – la demande de subsides aux Cortès car, comme nous l'avons vu plus haut, seules ces dernières pouvaient autoriser l'établissement d'une fiscalité générale dans la Principauté.

Or, dans le cas concret des conflits en Méditerranée, et particulièrement dans celui de la Sardaigne, les Cortès générales de Catalogne furent toujours réticentes à l'attribution de dons. Les représentants de la noblesse, de l'Église et des villes collaborèrent en effet de bon gré avec le monarque quand la *defensio regni* était en jeu. Ce fut le cas à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, lorsque les Cortès de Monzón (1289) et de Barcelone (1292) permirent au monarque la perception d'une *sisà* générale (levée, par conséquent, sur les terres de la noblesse, de l'Église et des villes royales) pour défendre la Catalogne dans le contexte alarmant de la guerre des Vêpres, dans lequel la Principauté se vit menacée, entre autres, par

les armées du roi de France. Ce fut également le cas dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, quand les trois bras concédèrent au roi d'importants subsides pour la défense de la Catalogne durant la guerre de Castille ou, plus tard, pour protéger la Principauté des entrées de mercenaires et des menaces de l'infant de Majorque ou du duc d'Anjou. Ce fut une toute autre affaire, en revanche, lorsque le monarque réclama un don pour lutter en Sardaigne ; cette lutte était, en définitive, une « guerre du roi » et ne relevait pas de la défense du territoire catalan. Ainsi, lors des Cortès de Barcelone de 1323-1324, réunies pour la demande d'un subside qui servirait à financer la conquête même de l'île, un violent désaccord avait déjà opposé les bras au moment d'octroyer tous ensemble un don<sup>12</sup>. Mais ce fut surtout à partir de 1365 que le problème allait s'intensifier, quand l'île méditerranéenne fut sur le point (à plusieurs reprises) d'échapper au pouvoir catalano-aragonais pour passer dans les mains des juges d'Arborea. Dans presque toutes les assemblées des années 1360 et 1370, lorsque le roi demandait un don pour la Sardaigne, la réponse était sans appel : puisque le maintien de l'île méditerranéenne était une entreprise dynastique, qui n'avait rien à voir avec la défense de la Principauté, les expéditions devaient être financées par le patrimoine personnel du monarque ou bien avec la collaboration de tous les royaumes de la Couronne réunis en Cortès générales. Les demandes d'aide pour le secours de l'île furent donc soit catégoriquement rejetées, soit satisfaites – toujours avec moult réticences et précautions infinies – sous forme de prêts concédés au roi, parfois à des conditions véritablement draconiennes.

Face aux difficultés rencontrées pour obtenir des dons accordés unanimement par les trois bras réunis en Cortès, les monarques allèrent voir là où il leur était le plus facile d'obtenir des ressources : les villes et bourgs du domaine royal, alors en pleine expansion démographique, économique et institutionnelle. Ainsi donc, ce fut sur les noyaux urbains du domaine royal que retomba le plus lourdement le poids du financement des campagnes con-

tre la Sardaigne. Cela avait déjà été le cas lors de la conquête même de l'île en 1323 : nous avons vu (note 3) que les villes de la Couronne – particulièrement celles de Catalogne – avaient assumé presque 63% du budget établi pour l'expédition, dépassant ainsi de loin la contribution ecclésiastique, par exemple. Nous avons également remarqué (note 12) que, lors des tumultueuses Cortès de 1323, les syndics urbains furent les seuls à offrir un subside. Cela allait de nouveau être le cas, comme nous allons le voir à présent, entre 1353 et 1356, lorsque les villes catalanes financèrent la majorité des flottes qui quittèrent Barcelone pour mater la révolte sarde.

Naturellement, tous les canaux fiscaux et financiers furent mobilisés afin d'obtenir les ressources nécessaires à la préparation de chacune des cinq expéditions mentionnées ci-dessus. Le monarque puisa en premier lieu dans son propre patrimoine. Il n'obtint que peu des jadis riches communautés juives : bien qu'aucune recherche rigoureuse n'ait encore été faite sur le thème, un premier examen de la documentation des archives de la Couronne d'Aragon confirme l'impression selon laquelle les *aljamas* juives traversaient, vers 1350, de sérieuses difficultés, ce qui suppose que l'ampleur de leur contribution aux finances de la Couronne ne saurait souffrir la moindre comparaison avec les impressionnants subsides qu'elles avaient octroyés dans les années 1320 et 1330. Le monarque procéda également à des ventes massives de portions du domaine royal, jalon supplémentaire de ce lent mais inexorable processus de liquidation du patrimoine, qui allait culminer à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Pierre le Cérémonieux obtint en outre l'aide de l'Église. D'un côté, il reçut du pape Clément VI une décime triennale entre 1353 et 1355, dont le produit devait être employé à la pacification du « royaume de Corse et de Sardaigne », royaume qui – rappelons-le – était un fief du Saint-Siège, et pour lequel les monarques catalano-aragonais payaient un cens annuel à la cour pontificale. De l'autre côté, il négocia avec certaines seigneuries ecclésiastiques de Catalogne la concession de quelques subsides<sup>14</sup>. Bien que le

rôle de ces diverses contributions dans le financement des cinq flottes envoyées en Sardaigne n'ait pas encore été étudié dans le détail, nous avons toutefois certaines raisons pour penser que ces expéditions furent très majoritairement financées par les subsides des villes et des bourgs du domaine royal.

En effet, entre 1353 et 1355, les syndics urbains furent convoqués à toute une série de Parlements durant lesquels ils concédèrent d'importants dons destinés à la préparation des flottes. Ainsi, au Parlement de Vilafranca de Penedès (1353), 70 000 l. furent accordées pour l'expédition de Bernat de Cabrera ; durant les deux Parlements de Barcelone (février et août 1354), 100 000 puis 50 000 l. furent accordées respectivement pour financer la grande expédition du roi et pour atténuer les terribles conditions du siège de l'Alghero ; lors du Parlement de Lérida (1355), les syndics offrirent 60 000 l. pour contribuer à la préparation de la flotte qui permettrait le retour du monarque. Enfin, et sans même passer par une assemblée, le Cérémonieux obtint des lieux royaux de Catalogne une somme proche des 18 000 l. pour l'organisation du petit contingent naval qui étouffa la révolte de Matteo Doria en 1356. Au total, 298 000 l. furent mobilisées en quatre ans, quantité qui – on le sait – fut effectivement encaissée et qui n'est en rien comparable aux 52 500 l. que le roi avait pu obtenir de l'Église catalane : 20 500 de la part de quelques seigneuries ecclésiastiques et 32 000 l. de la décime triennale accordée par le pontife.

Étant donné les règles du pacte politique si souvent évoqué, ces importants dons des villes n'ont pu être exigés d'autorité par le souverain : ils furent soigneusement négociés dans chacune des assemblées mentionnées<sup>15</sup>. Afin que les noyaux urbains puissent réunir ces subsides, le monarque permit aux régisseurs municipaux d'établir dans les villes et bourgs, et ce pour un temps déterminé, des impôts indirects sur la consommation et les transactions commerciales (*imposicions*), dont les tarifs furent approuvés par le roi dans chaque Parlement. Comme il était de règle pour tous les subsides négociés, le monarque

vit son contrôle sur ces derniers sévèrement limité, puisque leur gestion échut à une commission nommée par les syndics eux-mêmes. Ainsi, lors du Parlement de Vilafranca (1353), on nomma sept *ordenadors de la guerra* chargés de préparer tout ce qui était nécessaire aux flottes, ainsi que trois clavaires de Catalogne (*clavaris de Cathalunya*), dont la mission était de réunir l'argent et d'effectuer les paiements prescrits par les *ordenadors*. Les comptes des clavaires allaient d'autre part être examinés par trois maîtres des comptes (les *racionals*), également élus par les syndics, sans aucune intromission possible du roi ou de ses officiers ordinaires. Cette commission, pourvue d'un sceau propre et aidée par des notaires, greffiers, portiers et courriers, allait résider à Barcelone et, de là, allait se charger d'organiser les flottes.

Vu qu'il s'agissait d'armadas – appelées de façon significative *armades de Cathalunya* – dont les propriétaires étaient les villes royales de la Principauté, l'ensemble des bénéfices obtenus lors des expéditions allait être versé aux *clavaris*, y compris les prisonniers, dont les villes espéraient obtenir d'importants rachats. Même les décisions à prendre sur les éventuelles trêves ou sur la continuation de la guerre avec les ennemis du roi devaient faire l'objet d'un accord entre le monarque d'un côté, les *ordenadors* et *clavaris* de l'autre. Ce ne fut qu'en 1354, lorsque que le monarque lui-même se mit à la tête d'une expédition, que les syndics permirent que les dons soient administrés par une personne désignée par le roi.

Ainsi donc, nous croyons que les villes royales de Catalogne financèrent la part la plus importante des flottes envoyées en Sardaigne durant les années 1350, à condition de maintenir un contrôle rigoureux sur la perception, la gestion et l'affectation de l'argent des dons.

### 3. Brèves données sur les dépenses des flottes

Comme nous venons de le voir, la documentation de la Chancellerie royale (particulièrement, celle de nature parlementaire) nous offre presque tout le matériel

nécessaire à la reconstruction du contexte de chacune des expéditions, ainsi que de nombreux détails sur les voies utilisées par la Couronne pour le financement de ces dernières. Elle témoigne en outre non seulement de la fréquence et de la quantité des subsides accordés par les syndics des villes et des bourgs entre 1353 et 1356, mais aussi des instruments fiscaux mis en place pour réunir ces sommes (les *imposicions*) et de la composition des commissions chargées de leur gestion.

On peut alors se demander, entre autres, à quoi et comment on employa l'argent obtenu lors de chacun de ces Parlements. Soit, plus concrètement, combien de navires participèrent à chaque expédition et de quels types (galères, huissiers, nef, etc.) étaient-ils ? Combien coûta la construction de nouvelles embarcations et la réparation des anciennes ? Combien de navires a-t-on loué – et à quel prix – à des marchands pour les ajouter à la flotte principale ? À combien s'éleva la paie de l'équipage et l'armement qui allait à bord ? Combien fallut-il payer pour les milliers de quintaux de biscuit embarqués ? Jusqu'à quel point la configuration de l'équipage et les salaires payés à chacun de ses membres respectèrent-ils les textes des *ordinacions* promulguées dans les mêmes années ?<sup>16</sup> Pour obtenir quelques éléments de réponse, il est nécessaire de compléter les sources de la chancellerie par un autre type de séries documentaires, notamment celles des archives du Maître des comptes (*Maestro racional*), intégrées à la section du *Real Patrimonio* des Archives de la Couronne d'Aragon<sup>17</sup>.

Fruits du processus de fiscalisation effectué par le *Maestro Racional*, quelques livres de comptes relatifs aux armadas de 1353-1356 nous sont certes parvenus<sup>18</sup>, mais on a surtout conservé les registres des quittances testimoniales (*albarans*) émis à la fin du susdit processus par le *Maestro Racional* à l'attention de chaque personne lui remettant un compte. Bien que ces *albarans* ne contiennent qu'un bref résumé des comptes présentés – sur une feuille de papier, dans un cahier ou dans un livre – au *Maestro Racional*, ils comportent généralement les éléments clés qui permet-

tent de comprendre la nature et la portée de l'action financière réalisée. On y trouve ainsi l'identité de celui qui rend des comptes et de celui qui a chargé ce dernier de la mission pour laquelle il le fait ; la date et le motif de la commission ; la quantité reçue et sa provenance ; la somme dépensée et les postes pour lesquels elle le fut ; et enfin le solde du compte.

On a conservé de nombreux *albarans* testimoniaux de personnes ayant travaillé à la préparation des flottes de 1353-1356. Grâce à eux, et suite à un patient et méticuleux travail, il serait possible d'arriver à reconstruire une partie du puzzle concernant les frais occasionnés par les armadas de ces quatre années. Comme cette recherche, toutefois, n'a pas encore été effectuée, je me contenterai ici de donner quelques exemples qui ont pour unique but de montrer la quantité et la qualité des données contenues dans cette série documentaire, encore relativement peu exploitée.

Le produit des dons fut essentiellement employé à la construction de nouveaux navires et à la réparation des embarcations revenues des expéditions antérieures. Certains *albarans* nous renseignent sur les problèmes que posait l'approvisionnement en bois nécessaire à la fabrication des rames. On envoya par exemple, pour la flotte de 1354, un groupe d'experts en construction navale – avironniers (*remolars*) et maîtres d'hache (*mestres d'aixa*) – au massif du Montseny, près de Barcelone, pour chercher du bois ; la mission solda par un échec puisque parmi les arbres trouvés, trop peu avait les dimensions appropriées à la fabrication des rames et qu'il fut en outre impossible de travailler les morceaux déjà coupés à cause de la neige qui couvrait le massif<sup>19</sup>. Concernant cette même flotte, on apprend qu'il fut extrêmement difficile à un citoyen de Barcelone de trouver des rames, même s'il réussit finalement à en réunir 113 de diverses personnes<sup>20</sup>.

Nous savons par d'autres *albarans* que six des galères de la flotte de 1353 furent achetées à Marseille, quatre d'entre elles payées par Venise – dans le cadre de l'alliance de la ville adriatique avec la Couronne –, et deux avec l'argent administré par les *clavaris de Cathalunya* élus lors du

Parlement de Vilafranca. Deux citoyens de Barcelone furent chargés de remplir cette mission : ils reçurent des procureurs du doge de Venise 28 000 florins et 10 ducats d'or, avec lesquels ils achetèrent à Marseille les six galères ainsi qu'un certain nombre de rames et d'armes<sup>21</sup>. On dépensa d'autre part 8 136 l. – provenant presque intégralement du don du Parlement de Vilafranca – à la construction, dans les arsenaux de Barcelone, de deux galères et trois huissiers destinés à l'armada de Bernat de Cabrera (1353)<sup>22</sup>.

Lors de la préparation de la flotte de 1354, sur laquelle le monarque lui-même allait passer en Sardaigne, on remit en état un bon nombre des embarcations qui étaient revenues de l'île sous le commandement de Cabrera. Un citoyen de Barcelone fut ainsi chargé de remorquer de la plage et de ranger dans les arsenaux les 16 navires (galères et huissiers) qui étaient revenus de Sardaigne, ce pour quoi il reçut 1 150 l.<sup>23</sup>. De plus, tandis qu'on dépensait 3 360 l. à la réparation desdits bateaux à Barcelone, l'aménagement et la provision d'armes de quatre galères à Valence et de 16 autres embarcations à l'embouchure du fleuve Jucar coûtèrent environ 10 500 l.<sup>24</sup>.

Outre la construction de nouveaux navires et la réparation de certains bâtiments, la Couronne eut recours à la location de grandes coques marchandes qu'elle incorpora aux flottes de guerre. On paya par exemple 3 656 l. à Joan Lombarda, de Barcelone, pour le fret de sa coque, qui fut mise au service du roi entre juin et décembre 1354 ; un autre barcelonais, Jaume Oliver, reçut quant à lui 2 333 l. pour le fret de sa coque entre mai et septembre de la même année<sup>25</sup>.

Quelques *albarans* nous offrent des informations sur la provision de biscuit pour les flottes. On chargea par exemple un habitant de Castelló d'Empuries de l'achat de 2 000 *quintars* de biscuit destinés à la flotte royale de 1354<sup>26</sup>. Mais ce sont surtout les *albarans* relatifs aux salaires payés aux membres de l'équipage et aux combattants enrôlés dans les flottes qui sont les plus nombreux. Pour ne citer qu'un exemple, un citoyen de Barcelone reçut 2 235 l., quantité avec laquelle il devait payer la

chiourme (*xurma*) d'une galère et d'un huissier qui furent armés dans cette ville pour la flotte de 1354<sup>27</sup>.

Comme nous l'avons dit plus haut, les exemples cités – tirés d'un seul registre des *albarans*, le n°642 – ne sont qu'un mince échantillon du riche matériel conservé dans quelques séries du *Maestro Racional* : une étude attentive de ces documents pourrait fournir des données de première importance pour les questions abordées dans ce colloque : type de navires, frais de construction et réparation, achats détaillés de tout type d'outils, composition des équipages et salaires reçus, avitaillement des flottes, etc.<sup>28</sup>.

#### 4. Considérations finales

J'aimerais, pour terminer, aborder deux questions importantes, qui mériteraient chacune une analyse en profondeur et que je ne fais ici qu'effleurer.

1) Pourquoi les villes et bourgs les plus importants de Catalogne collaborèrent-ils à l'entreprise sarde, dans les années 1350, par des dons si généreux ? L'historiographie, même la plus récente, ne cesse de répéter le traditionnel lieu commun qui veut que le patriciat urbain (et notamment le secteur mercantile) seconda de manière enthousiaste les projets d'expansion de la Couronne en Sardaigne en raison des bénéfices commerciaux que l'on pouvait tirer du contrôle de l'île. Naturellement, on ne peut entièrement nier la véracité de ce vieux cliché et il suffirait sur ce point d'évoquer le rôle de « grenier » méditerranéen de la Couronne joué par la Sardaigne (et par la Sicile). Nous devons toutefois souligner que, après avoir lu à fond presque toute la documentation parlementaire en rapport avec le financement des campagnes sardes, nous n'avons jamais trouvé, dans les discussions des syndics avec le monarque au moment de négocier un subside, la moindre allusion à ces prétendus bénéfices<sup>29</sup>. Il est par conséquent difficile d'observer un lien de cause à effet entre les contributions financières des villes à la campagne sarde et les soi-disant intérêts commerciaux des oligarchies municipales – qui n'étaient pas toutes formées de marchands, ne

l'oublions pas – dans l'entreprise. Une lecture attentive des termes de la négociation entre les dirigeants de Barcelone et l'infant Alphonse au sujet du subside que la ville concéda en 1321 pour la conquête de la Sardaigne nous révèle, par exemple, que si les franchises que la ville pourrait obtenir dans l'île sont effectivement évoquées, le souci des *consellers* était manifestement ailleurs : ceux-ci cherchaient (avec un intérêt très mal feint) à obtenir du monarque que le subside promis soit réuni au moyen d'impôts indirects sur le marché et non à travers l'ancienne méthode de la taille (*talla*). Autrement dit, ce ne sont pas les prétendus intérêts commerciaux de la bourgeoisie barcelonaise dans la conquête de l'île (bien qu'ils aient existé) qui apparaissent au premier plan dans cette négociation, mais les intérêts clairement fiscaux de l'oligarchie municipale. Cela n'est guère surprenant : nous savons en effet que, grâce au subside accordé *ex gratia*, les édiles barcelonais allaient avoir le plein contrôle sur la forme concrète de percevoir et d'administrer les dons. S'ils obtenaient en outre du monarque la permission d'établir des impôts indirects, c'était encore mieux : souvenons-nous que les *imposicions* représentaient non seulement une méthode à la fois beaucoup moins onéreuse pour l'oligarchie elle-même que les *tallas* différenciées et mieux acceptée, d'emblée, par l'ensemble de la population, mais aussi un puissant instrument fiscal entre les mains du gouvernement municipal, puisqu'il permettait à ce dernier d'intervenir dans la vie économique de la ville et dans la régulation du marché. Il ne serait donc pas extravagant de dire que, à cette occasion, Barcelone et d'autres villes « achetèrent » de bon gré au monarque non seulement les privilèges inhérents à la concession de chaque subside, mais, tout spécialement, le droit à se doter durant un certain temps d'une fiscalité dont la gestion incombait au conseil municipal lui-même, gestion qui était par ailleurs basée sur une imposition indirecte.

On pourrait tenir un même discours sur ce qui se passa dans les Parlements des années 1350, avec un ajout de taille, cependant : les édiles des villes royales

obtinrent non seulement une nouvelle permission d'établir des *imposicions* (comme c'était le cas depuis les années 1330) mais aussi l'autorisation du souverain d'émettre de la dette publique à long terme. En effet, afin de recevoir rapidement l'argent des subsides, Pierre le Cérémonieux permit que les municipes s'endettent en ayant recours au crédit à long terme, c'est-à-dire à la vente de rentes, perpétuelles (*censals*) ou viagères (*violaris*), dont les pensions annuelles seraient consignées sur les *imposicions*. L'installation de la dette publique à long terme (trait original des villes catalano-aragonaises dans le cadre péninsulaire) a ainsi contribué de façon décisive à la cristallisation d'un véritable système fiscal municipal : elle perpétua les *imposicions*, placées au service d'une dette pratiquement inextinguible, et elle consolida l'organisation municipale elle-même, chargée d'assurer la gestion d'un endettement public en constante augmentation.

Ainsi, ce qui semble le plus préoccuper les syndics lors de ces Parlements de 1353-1355 est d'obtenir du roi la permission d'établir – et de contrôler directement – les *imposicions*, ainsi que l'autorisation de vendre les rentes. Nous venons de souligner que suite à ces Parlements, les dirigeants urbains obtinrent *de facto* la perpétuation des *imposicions* et un étroit contrôle sur cette ressource fiscale (capacité d'augmenter ou diminuer les tarifs, ou d'incorporer dans la taxation de nouveaux articles), auxquels s'ajoutait la possibilité – non moins importante – de s'endetter sans limite à travers la vente des rentes. Le tout fut couronné par d'autres privilèges qui ouvrirent peu à peu la voie à la consolidation de l'autonomie municipale<sup>30</sup>. Aucune référence aux supposés bénéfices commerciaux que les villes et leurs oligarchies auraient pu obtenir dans l'île méditerranéenne, répétons-le, n'apparaît dans l'ensemble de la documentation utilisée. Il y a plus : lorsque l'endettement arrivera au plafond et que les difficultés financières des villes commenceront, ces dernières refuseront avec fermeté de concéder seules de nouveaux subsides pour la Sardaigne, comme nous avons vu que c'était le cas à partir des années 1360.



2) Bien que les importants dons accordés lors des Parlements des années 1350 se soient traduits par une considérable augmentation de la pression fiscale sur les villes royales, les quantités promises dans chacune de ces assemblées furent effectivement recouvrées<sup>31</sup>.

Ceci signifie que, à peine sept ou huit ans après la Peste Noire, les marchés urbains fonctionnaient à plein rendement, au point de pouvoir supporter le poids de lourds impôts sur la consommation et les transactions, capables – à leur tour – de garantir le paiement des intérêts de la dette. Les *imposicions*, on le sait, comprenaient une gamme très variée d'impôts sur la consommation de produits alimentaires de première nécessité (en tête, les céréales, le vin et la viande), sur les contrats portant sur des marchandises (achat ou vente), sur la circulation des personnes et des biens et, enfin, sur les transactions immobilières et les rentes<sup>32</sup>.

D'autre part, et contrairement à ce qui allait se passer quelques années plus tard, il semble qu'en règle générale, les syndics urbains n'eurent pas trop de mal à trouver des acheteurs pour les rentes, ce qui implique qu'il y avait des capitaux prêts à être investis dans le marché de la dette publique. Ce fut en effet lors de cette décennie que commença l'endettement galopant des municipes, qui allait devenir un véritable endettement structurel à partir de 1370. Pour pouvoir avancer à la Couronne, à court terme, les sommes qui leur revenaient grâce aux dons, les conseils municipaux durent procéder à la vente massive de rentes ; entre 1351 et 1359, par exemple, Barcelone vendit 117 *censales* et 329 *violaris* ; la ville de Manresa, quatre *censals* et huit *violaris* entre 1356 et 1357 ; et la ville de Cervera, 11 *censals* et 6 *violaris* entre 1353 et 1356<sup>33</sup>. La majeure partie des rentes fut placée à Barcelone qui semblait être, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, le marché par excellence de la dette publique catalane.

Enfin, il existait aussi dans cette ville une active infrastructure bancaire, qui tira un énorme profit du dispositif financier organisé par la Couronne et les syndics urbains dans les Parlements des années 1350. Vu la lenteur de la perception des *imposicions* et

l'extrême urgence avec laquelle le roi avait besoin de l'argent, on décida que les villes détacheraient des procureurs à Barcelone pour assurer dans les tables (*taules*) de divers changeurs – tel Bernat Bertran ou encore Jaume Desvilar – les sommes qui leur revenaient dans les dons. Munis de cette sécurité, les changeurs pouvaient avancer au monarque ou aux *ordenadors de la guerra* les montants nécessaires à la préparation des flottes.

L'activité financière de Barcelone a dû être impressionnante durant toute la période d'organisation des armadas : d'importantes sommes d'argent étaient mises en circulation lorsque les syndics des villes royales venaient aux *taules* des changeurs pour offrir une garantie ou bien lorsqu'ils cherchaient parmi les barcelonais des acheteurs de *censals* ou de *violaris*. L'argent coulait aussi à flots dans le circuit des arsenaux et dans toute l'infrastructure portuaire de la ville pour construire, réparer, armer et ravitailler les navires. Il serait urgent de munir de noms et prénoms – c'est-à-dire, de mieux connaître – les fermiers des *imposicions*, les acheteurs des rentes, les changeurs qui servaient d'intermédiaires entre la Couronne et les villes ainsi que les personnes (presque toutes de Barcelone) qui se chargèrent d'acheter du bois, des armes ou du biscuit pour les armadas. Car ce sont eux, en définitive, qui récoltèrent les copieux bénéfices et reçurent une part considérable du gâteau fiscal et financier confectionné par la Couronne pour mener à bien sa politique méditerranéenne. C'est peut-être plus là que dans des bénéfices commerciaux éphémères que réside le véritable intérêt de quelques secteurs urbains pour *lo fet de Sardenya*.

En soulignant l'effervescence économique du monde urbain – Barcelone en tête – dans les années 1350, nous voulons simplement dire que les données de nature fiscale et financière qui découlent d'une étude solide de la préparation des flottes de guerre entre 1353 et 1356 pourraient verser de nouveaux éléments de discussion au débat sur les effets à court terme de l'épidémie de Peste Noire, voire sur la chronologie et les manifestations du sempiternel et polémique thème de la crise de la Catalogne au bas Moyen Âge.

## NOTES

<sup>1</sup> Il y a quelques exceptions à la règle, j'en cite ici deux : les travaux de A. CASTELLACCIO, *Note e documenti sul viaggio di Pietro IV in Sardegna (1354-1355)*, dans A. CASTELLACCIO, *Aspetti di storia italo-catalana*, Sassari, 1983; et de A. UDINA ABELLÓ, *Les Corts catalanes i la guerra de Sardenya. La distribució del donatiu de les Corts de Tortosa de 1371*, « XIV Congresso di Storia della Corona d'Aragona », vol. II, tome II, Sassari, 1995, pp. 893-914.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, P. VERDÈS, *La consolidació del sistema fiscal i financer a mitjan segle XIV: el cas de Cervera*, dans M. SANCHEZ, *Fiscalidad y finanzas urbanas en la Cataluña medieval*, Barcelone, 1999, pp. 185-218.

<sup>3</sup> Nous savons par exemple, grâce aux « budgets » conservés pour la conquête de Sardaigne de 1323, que près de 40% des frais de l'expédition allaient être pris en charge par la Catalogne, 35,5% par le royaume d'Aragon et environ 25% par le royaume de Valence ; d'autre part, les villes et les bourgs des trois territoires allaient financer 62,54% de l'entreprise, l'Église 21,45% et les communautés juives 16% ; cf. A. ARRIBAS PALAU, *La conquista de Cerdeña por Jaime II de Aragón*, Barcelone, 1952, pp. 178-187 et 377-379; voir aussi M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Contributi finanziari di città e ville della Catalogna alla conquista del regno di Sardegna e Corsica*, op. cit., pp. 319-321.

<sup>4</sup> Le meilleur travail de recherche et de synthèse sur le thème reste celui de G. MELONI, *Genova e Aragona all'epoca di Pietro il Cerimonioso*, vol. I (1336-1354) et vol. II (1355-1360), Padoue, 1971 et 1976.

<sup>5</sup> Voir G. MELONI, *Sull'alleanza veneto-aragonesa all'epoca di Pietro il Cerimonioso*, « Medioevo. Età Moderna. Saggi in onore del prof. Alberto Boscolo », Cagliari, 1972, pp. 103-117 ; J. L. MARTÍN, *Alianza veneciano-aragonesa contra Génova*, dans J. L. MARTÍN, *Economía y sociedad en los reinos hispánicos de la Baja Edad Media*, Barcelone, 1983, II, pp. 273-281 ; et le travail – déjà ancien – de J. SANS Y BARUTELL, *Documentos concernientes a la armada que en 1351 mandó aprestar el rey don Pedro IV de Aragón en contra de genoveses...*, dans *Memorial Histórico Español*, II, Madrid, 1851, pp. 249-389. Les navires allaient être armés à Valence, Majorque, Cagliari, Barcelone, Tortosa, Tarragone, Sant Feliu de Guixols et Collioure.

<sup>6</sup> SANS BARUTELL, *Documentos concernientes*, n° XXIX, pp. 384-386 et MELONI, *Genova*, I, p. 140.

<sup>7</sup> Sur cette expédition, voir, entre autres, A. GIMÉNEZ SOLER, *El viaje de Pedro IV a Cerdeña en 1354*, « Boletín de la Real Academia de Buenas Letras », año IX, n°33 (1909), pp. 88-93 ; et A. CASTELLACCIO, *Note e documenti sul viaggio di Pietro IV in Sardegna (1354-55)*, cit.

<sup>8</sup> MELONI, *Genova*, I, pp. 197-204.

<sup>9</sup> L. D'ARIENZO, *La pace di Alghero stipulata tra l'Aragona e l'Arborea nel 1354*, dans *Medioevo. Età Moderna. Saggi in onore del prof. A. Boscolo*, Cagliari, 1972, pp. 119-147.

<sup>10</sup> MELONI, *Genova*, I, pp. 213-214 et II, pp. 4-27.

<sup>11</sup> MELONI, *Genova*, II, pp. 57-72 et p. 119.

<sup>12</sup> Le roi confessait avec amertume le résultat des Cortès à l'infant Alphonse, qui, en Sardaigne, attendait avec anxiété l'arrivée d'argent et de vivres de la Péninsule : *... per molts contrasts e discòrdies... a la fi, los prelats e els richs hòmens e cavallers foren d'una part e les ciutats e les viles d'altra e neguna ajuda no-s poch obtenir dels prelats ne de la clericia ne dels richs hòmens ne dels cavallers; mas los síndichs de les ciutats e de les viles atorgaren certa ajuda* (« après de nombreux affrontements et discordes... les prélats, riches hommes et chevaliers prirent finalement un parti et les villes un autre, de sorte qu'aucune aide n'a pu être obtenue ni des prélats, ni du clergé, ni des riches hommes, ni des chevaliers ; les syndics des villes et des bourgs ont toutefois bien voulu octroyer quelque subside ») (Archives de la Couronne d'Aragon, Chancellerie, reg. 342, f. 194).

<sup>13</sup> Le travail de référence sur le thème reste celui de M<sup>a</sup> T. FERRER MALLOL, *El patrimoni reial i la recuperació dels senyorius jurisdiccionalis en els estats catalanoaragonesos a la fi del segle XIV*, « Anuario de Estudios Medievales », VII (1970-71), pp. 351-491.

<sup>14</sup> Voir respectivement M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, *Fiscalidad pontificia y finanzas reales en Cataluña a mediados del s.XIV: las décimas de 1349, 1351 y 1354*, « Estudis Castellonencs » (=Miscel·lània d'estudis dedicats a la memòria del Prof. J. Trenchs i Odena), VI, vol. 2 (1994-1995), pp. 1277-1296 ; et P. BERTRAN, *Notes sobre els subsidis de l'Església catalana per a la guerra de Sardenya (1354)*, « Anuario de Estudios Medievales », 29 (1999), pp. 121-139.

<sup>15</sup> Voir les textes des concessions de dons, où se trouvent, entre autres, les conditions imposées par les syndics au souverain si ce dernier veut bénéficier des aides, dans M. SÁNCHEZ – P. ORTÍ,

*Corts, Parlaments i fiscalitat a Catalunya: els capítols dels donatius (1288-1384)*, Barcelone, 1997, docs. XII-XVI, pp. 107-177.

<sup>16</sup> De fait, on promulgua entre 1354 et 1361 un ensemble d'*ordinacions* de guerre qui allait rester en vigueur jusqu'à la suppression de l'armada espagnole en 1748 (cf. L. CIFUENTES, *Medicina y guerra a l'Europa baix-medieval. La sanitat i la participació dels seus professionals en les expedicions militars de la Corona d'Aragó (1309-1355)*, thèse de doctorat, Universitat Autònoma de Barcelona, 1993, vol. II, p. 494). Les premières ordonnances furent rédigées précisément par Bernat de Cabrera au retour de son expédition en Sardaigne en 1354; d'autres suivirent, promulguées en 1359 puis en 1361; cf. A. DE CAPMANY Y DE MONTPALAU, *Ordenanzas de las armadas navales de la Corona de Aragón, aprobadas por el rey Don Pedro...*, Imprenta Real, Madrid, 1787.

<sup>17</sup> L'institution administrativo-financière du *Maestro Racional* fut introduite par Pierre le Grand en 1283, probablement sous l'inspiration des modèles siciliens. La mission du *Maestro Racional* – véritable tribunal des Comptes – était d'examiner les comptes de toutes les personnes, physiques ou juridiques, qui maintenaient une relation financière avec la cour; cf. T. DE MONTAGUT, *El Mestre Racional a la Corona d'Aragó (1283-1419)*, 2 vols., Barcelone, 1987.

<sup>18</sup> Pour ne citer que deux exemples, voir le livre des comptes de Guillem Morey, qui offre des données très intéressantes sur la flotte de 1353 (ACA, Real Património, Maestro Racional, n° 2283); ou celui de J. de Palou, dans lequel apparaît la liste des personnes enrôlées et leur fonction dans l'armada préparée à Valence en 1354 : nochers, prouiers, alliés, rameurs, etc. (RP, MR, n° 2286).

<sup>19</sup> *...arbres bons a fer les stelles de rems bé no trobaren ne encara aquelles stelles que tallades foren no pogueren fer per rahó de neus que en los dits boschs eren* (ACA, RP, MR, n° 642, ff. 109v.-110r.). (« de bons arbres pour faire bien les rames, ils n'en trouvèrent pas, et des morceaux qui étaient taillés ils ne purent rien faire en raison de la neige qui recouvrait les bois en question »).

<sup>20</sup> ACA, RP, MR, n° 642, ff. 34v.-35r.

<sup>21</sup> *Ibidem*, ff. 7v.-9r. et 18r.-v.

<sup>22</sup> *Ibidem*, ff. 38v.-39v. Sur les arsenaux barcelonais, voir le récent ouvrage de A. ESTRADA-RIUS, *La drassana reial de Barcelona a l'Edat Mitjana. Organització institucional i construcció naval a la Corona d'Aragó*, Barcelone, 2004. Naturellement, il existe également des *albarans*

relatifs aux flottes préparées à Valence. Par exemple, on construisit dans les arsenaux de cette ville pour la campagne de 1353 neuf embarcations (huissiers, galères *bastardes* et *sotils*), et sept autres y furent réparées, atteignant ainsi une somme proche des 33.000 l. (*Ibidem*, ff. 95r.-97r.). Dans cet intéressant *albarà*, les grands postes de dépense sont mentionnées : achats et transport de bois, mâts et rames jusqu'aux arsenaux ; salaires des scieurs, maîtres d'hache (*mestres d'aixa*), charpentiers, calfats et avironniers ; acquisition d'ancres, haches, houes et outils en tout genre ; achats de cuirasses, gorgerins, casques, lances, dards, etc.

<sup>23</sup> *Ibidem*, ff. 36r.-37v. Une partie de cette quantité servit à payer le maintien des génois qui travaillèrent dans le transport des navires jusqu'aux arsenaux. Nous savons par un autre *albarà* qu'un marchand de Barcelone fut chargé de veiller à l'avitaillement des génois capturés par Cabrera lors de la bataille de Porto Comte ; on dépensa 870 l. et 765 *quintars* de biscuit pour leur provision, pour les travaux de l'hôpital d'en Colom, où se trouvaient les prisonniers, et pour le salaire de leurs gardiens (*Ibidem*, ff. 37v.-38v.).

<sup>24</sup> *Ibidem*, ff. 32r.-33r. et 133r.-136r.

<sup>25</sup> *Ibidem*, ff. 45v.-46r. et 52v.-53r. Ceci dit, alors que la coque d'Oliver arrivait sur les côtes de Catalogne pour charger des victuailles, elle fut surprise par une tempête à Roses et fit naufrage près d'Empuries.

<sup>26</sup> *Ibidem*, ff. 21r.-22v. Selon un autre *albarà*, un marchand de Barcelone fut chargé en 1351 de confectionner à Tortosa 500 *quintars* de biscuit et de farine pour les galères que le monarque faisait armer à Majorque (*Ibidem*, ff. 26r.-27v.).

<sup>27</sup> *Ibidem*, ff. 54r.-v. Les *albarans* qui consignent les salaires payés aux équipages des navires armés à Valence sont relativement nombreux, et parmi eux, certains mentionnent dans le détail les quantités perçues selon les différentes catégories de personnes allant à bord. Pour l'armada de 1353, par exemple, et pour un service de quatre mois, environ 1.850 l. furent employées pour payer les membres de l'équipage d'une *galera grossa* appelée « Sainte-Marie de Majorque » ; le patron (1.000 s.), le comite (*còmit*) (480 s.), le Second comite (*sotscòmit*) (320), 10 nochers (*notxers*) (240 s. chacun), 8 prouiers (*proers*) (200 s.), 6 alliés (*aliers*) (200 s.), 6 espaliers (*espatllers*) (160 s.), 6 conillers (*cruyllers*) (160 s.), 155 rameurs (120 s. chacun), un trompette (300 s.), un médecin (500 s.) et 40 arbalétriers (22 s. chacun) (*Ibidem*, ff. 61v.-63r.). Les salaires des membres

de l'équipage d'un huissier qui partit de Valence en juillet 1353 coûtèrent un peu moins – 1.732 l. – (*Ibidem*, ff. 63v.-65r.). D'autre part, un greffier du *Maestro Racional* fut chargé de parcourir les différents noyaux urbains du royaume de Valence afin d'enrôler des arbalétriers (chrétiens comme musulmans) pour quatre mois afin de les envoyer en Sardaigne sur la flotte de 1355; ce fonctionnaire dépensa 4.693 l., dont une partie servit à payer le salaire des 353 arbalétriers qui s'enrôlèrent dans une nef (*nau*) (*Ibidem*, ff. 137v.-139v.).

<sup>28</sup> Certaines de ces questions sont abordées dans l'excellent travail – déjà cité – de LUIS CIFUENTES, *Medicina y guerra a l'Europa baix-medieval. La sanitat i la participació dels seus professionals en les expedicions militars de la Corona d'Aragó (1309-1355)*, dont le contenu dépasse de loin ce que suggère le titre.

<sup>29</sup> Ce n'est que dans la session des Cortès célébrées à Montblanc (1370) et dans le but d'encourager les bras à la concession d'un subside approprié, que Pierre le Cérémonieux mentionna les importants bénéfices que la Catalogne tirait de la Sardaigne : ...*cum in restauratione et defensione ipsius regni et insule multum intersit Cathalonie principatus et navigancium et degencium in eodem, quoniam ex ipso regno et insula multum comodum et iuvamen habuerunt temporibus retroactis tam de frumento quam de aliis victualibus et aliis et habebunt, Altissimo sufragante* (Cortes de Catalunya, vol. III, Madrid, 1901, p. 96).

<sup>30</sup> Sur cette question fondamentale, voir P. ORTÍ GOST, *Renda i fiscalitat en una ciutat medieval: Barcelona, segles XII-XIV*, Barcelone, 2000, pp. 632-645; et, du même auteur, *El Consell de Cent durant l'Edat Mitjana*, « Barcelona. Quaderns d'Història », 4 (2001), pp. 21-48 (en particulier, les pages 36-48).

<sup>31</sup> Une importante documentation conservée

dans les Archives Historiques de la Ville de Barcelone permet de connaître, entre autres, ce que les diverses entités urbaines payèrent réellement dans les dons de 1353-1355; cf. P. ORTÍ, *La distribución de la carga fiscal entre las ciudades y villas de realengo en la Cataluña del siglo XIV*, dans D. MENJOT – M. SÁNCHEZ, *Fiscalidad de Estado y finanzas municipales en los reinos hispánicos bajomedievales*, Casa de Velázquez, Madrid (sous presse).

<sup>32</sup> Voir, notamment, P. ORTÍ, *Les «imposicions» municipales catalanes au XIVe siècle*, dans D. MENJOT – M. SÁNCHEZ, *La fiscalité des villes au Moyen Âge. 2 Les systèmes fiscaux*, Toulouse, 1999, pp. 399-422, et P. VERDÈS, *Les imposicions a Cervera durant la segona meitat del segle XIV*, Col·loqui sobre Corona, municipis i fiscalitat a la Baixa Edat Mitjana (1995), Lèrida [1997], pp. 383-422. Ce fut précisément à partir des années 1350 que les *imposicions* devinrent la colonne vertébrale de la fiscalité urbaine : à Barcelone, elles représentaient 53,2% entre 1357 et 1359 ; à Cervera, presque 71% en 1355 ; et à Valls, 70% entre 1357 et 1358 ; cf. P. VERDÈS, *La consolidació del sistema fiscal i financer a mitjan segle XIV: el cas de Cervera*, cit., p. 212 ; J. MORELLÓ, *Fiscalitat i deute públic en dues viles del Camp de Tarragona: Reus i Valls, segles XIV-XV*, Barcelone, 2001, p. 868 ; je remercie Pere Ortí pour les données sur Barcelone.

<sup>33</sup> Cf. Y. ROUSTIT, *La consolidation de la dette publique à Barcelone au milieu du XIVe siècle*, « Estudios de Historia Moderna », IV (1954), pp. 100-107 ; M. TORRAS, *El deute públic a la ciutat de Manresa a la baixa Edat Mitjana* en M. SÁNCHEZ (ed.), *Fiscalidad real y finanzas urbanas en la Cataluña medieval*, Barcelone, 1999, pp. 163-164 ; et P. VERDÈS, *La consolidació del sistema fiscal i financer a mitjan segle XIV: el cas de Cervera*, cit., pp. 201-206.